

BALLON ROUGE

N° 83

En préparant les jours meilleurs

Editorial

Chacun de nous a pris conscience de l'accélération et de l'approfondissement des transformations induites par la libéralisation de l'économie mondiale. Chacun de nous observe les conséquences qui en découlent en terme d'insécurité sociale et de risques accrus d'affrontements dans notre pays, mais aussi dans le monde et déjà au Proche-Orient et au Moyen-Orient.

Les divers appels à la résistance contre les politiques libérales, dans ces conditions, trouvent pleinement leur justification. Agissons pour qu'ils dépassent le cercle restreint des militants et des sympathisants. Faisons que l'immense majorité des laissés-pour-compte et des victimes de ce système se les approprie pour stopper cette machine infernale et inverser le cours monstrueux de la domination du capital sur l'humanité.

Déjà, notre campagne pour le NON au référendum du 29 mai a montré que les explications sur la politique libérale inscrite dans le texte du Traité avaient été comprises et les conséquences prévisibles majoritairement condamnées.

Pourtant, il manque encore tragiquement une force politique véritablement de gauche apte à organiser les travailleurs, avec ou sans emploi. Ouvrons, à la hauteur de nos moyens, pour son émergence.

Dans sa pratique, **Ballon Rouge** travaille à l'apparition de cette force par son activité sur le terrain des luttes en cours : soutien aux travailleurs de chez Nestlé, débats locaux sur le traitement des déchets et sur la politique des transports, rassemblement contre la directive Bolkestein, etc. Il contribue à la clarification des problèmes qui se posent à tous par la diversité des débats qu'il suscite. Pour mémoire, les semaines passées : « *Quelle organisation pour la mondialisation ?* », « *Quelles sont les perspectives du syndicalisme ?* », « *La Palestine après la victoire du Hamas* », « *Les projets de loi modifiant les droits des demandeurs d'asile* », « *Quelle alternative politique ?* » (Ce dernier débat avec la par-

ticipation de militants PCF, LCR, Alternatifs, Verts, etc.)

La journée du 7 mars doit permettre la jonction des jeunes, en lutte depuis un mois, avec l'ensemble des salariés contre la déréglementation du travail et la généralisation de la précarité. Le mouvement étudiant contre le CPE va se poursuivre au-delà du 7 mars. Il importe qu'il entraîne alors la masse des travailleurs et la population dans le bras de fer qu'il a engagé avec le gouvernement. Apportons-lui notre soutien total.

Les sondages expriment clairement à ce propos que peu de personnes sont dupes des objectifs réels du pouvoir, à savoir le dépeçage du code du travail et la fin des garanties minimales pour les salariés.

La révolte couve, la répression se renforce, la société est malade des injustices qui apparaissent jour après jour. « *Police partout, justice nulle part !* »

Les miroirs aux alouettes disposés par le gouvernement ne pourront pas jouer leur rôle plus longtemps. Membre du Medef, Guillaume Sarkozy a déclaré : « *Je ne sais pas si la lutte des classes existe, mais si oui, nous la gagnons tous les jours.* »

Qu'il sache que la chance peut tourner, ou plutôt le rapport de force !

**Cherche
Pigeon à
Embaucher**

SOMMAIRE

Page 1: Edito

Page 2: Perspectives « résistantes » en vue des présidentielles

Page 3 : Suite page 2 ; Petites annonces ; Quelle organisation pour la mondialisation ?

Page 4 : Carton rouge à la patrie des droits de l'homme !

Page 5 : Palestine : après la victoire du Hamas ; TCE : Le retour

Page 6 : Le programme

CONTRAT PREMIÈRE EMPLOI



PRECARITE !

Vendredi 17 février s'est tenue une réunion sur le thème de la situation politique, avec les ALTERNATIFS, la LCR, le PC, les VERTS, Gérard Géron de Miramas Ensemble et BR.

Depuis plusieurs années, nous essayons de développer à notre niveau, un Front de Résistance contre les ravages capitalistes.

Lors de cette rencontre, les points de vue étaient divers et les enjeux différents entre partis nationaux et réseaux locaux, mais tous les participants se sont exprimés et ont écouté les opinions en présence.

L'unité est une lutte et l'unité embrasse la diversité. Il faut donc continuer, multiplier partout à la base ces rencontres. C'est un pas important pour faire front ensemble.

Réunion Ballon Rouge du vendredi 17 février 2006

Thème : les perspectives « résistantes » en vue des prochaines présidentielles

La LCR, les Verts, Le « groupe Miramas », « Les Alternatifs », le PCF, reçus par BR...tout le monde était là. Car l'affaire est en effet sérieuse : quelle perspective pour 2007 ?

Le débat fut riche s'articulant, tour à tour, à des analyses sur l'état de la démocratie actuelle (c'est-à-dire très pessimistes), à des retours de congrès, à des critiques d'appareils partisans suggérant l'autodépassement... Pas de réflexions cependant autour d'une éventuelle « fédération alternative ».

On envisage néanmoins ce qui pourrait constituer un socle pour un programme commun : les limites du capitalisme, la question sociale... Là-dessus on est bien tous d'accord hormis un ou deux résignés de la condition humaine voyant en chacun de nous un capitaliste en puissance.

Tout d'abord, un mot qui fait serrer les dents à une trentenaire en colère.

La révolution, un rappel au risque d'enfoncer des portes ouvertes :

Nous y voilà. La révolution par et au nom du peuple. Il a eu bon dos, le peuple au cours de l'histoire, il y a beaucoup de choses qu'on lui a demandé de faire pour son bien... Napoléon, Hitler, Mao et Staline se sont beaucoup occupés de lui... Je ne crois pas qu'on puisse leur dire merci.

Le fait est que, une fois de plus, les leçons de l'histoire échappent aux anciens. Où et quand le PC a-t-il clamé les remises en question sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire pour obtenir une véritable démocratie populaire ? Où

Pen menait sa campagne contre l'insécurité ?... Ils regardaient tout les soirs et VOTAIENT pour la candidate de l'émission de télé réalité du moment, le LOFT !!!

Alors oui, ils sont sûrement individualistes et j'm'en foutiste les jeunes et quand bien même, je hurle mais je comprends leur désintérêt et ressens comme eux la volonté de ne pas cautionner les atrocités qu'a pu engendrer le désir de pouvoir et la méfiance que nous avons de l'idéologie politique. Le terme révolution est interprété comme à lui seul représentatif de tous ces abus. Il ne s'agit plus de révolution mais de changement, une résistance latente, quotidienne, des micro actions incarnées par des petites structures, une évolution qui permettrait une prise en charge individuelle et les responsabilités pacifistes et HUMANISTES qui incombent pour un devenir commun prometteur. Il s'agit pour nous de retrouver des perspectives de luttes pacifiques, des objectifs sains qui nous permettraient de retrouver une place digne dans ce monde.

La constitution et notre mode de représentation actuel :

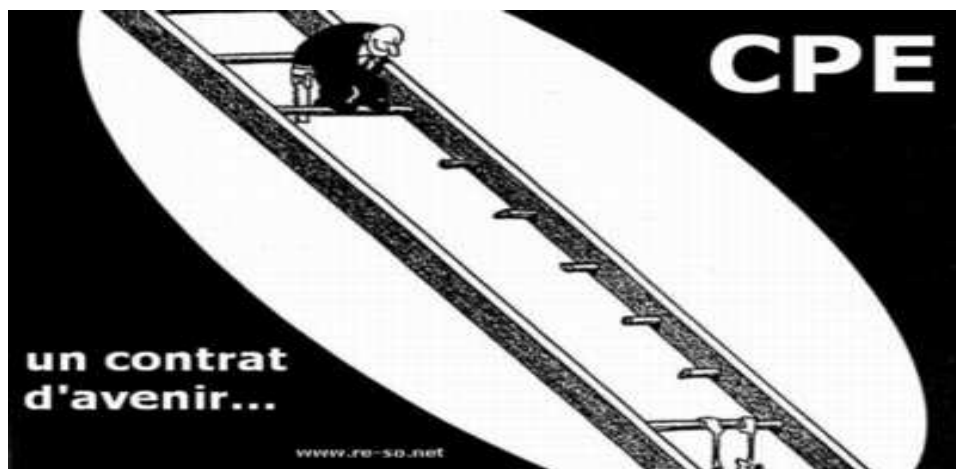
De là découle, en grande partie, le clivage de plus en plus immense entre nos conceptions de notre citoyenneté (Au sens grec de s'enquérir du « forum » et se poser la question du qu'est-ce qui est souhaitable à ma société ?) et celle qu'en a notre gouvernement : **NOUS NE SOMMES PLUS CONSIDERES EN TANT QUE CITOYEN MAIS COMME CLIENTS POTENTIELS A AMENER UN FOU FURIEUX AU POUVOIR !!!**

J'ironisais au sortir de la réunion avec des amis arguant du fait que cette réunion m'avait plombée. Grosso modo, je disais que jusqu'ici j'étais contente parce qu'étant libre un jour tous les 7 ans (le jour des élections présidentielles ! et des fois quand c'est la fête les 29 mai !!!!), mais que, pour 2007, même en votant, j'étais certaine que rien n'allait changer...

Ces élections sont de plus en plus vaines et de manière surprenante, rien n'a été dit à la réunion sur une remise en question de la Constitution française. Et si on pouvait, tous les 3 ans par exemple, nous exprimer sur l'action d'un gouvernement ?

Aïe, voilà une idée qui en ferait blémir plus d'un. Mais j'aimerais quand même qu'on

Suite page 3



- inspirée par l'Avare de ce bon vieux Molière, je trancherai donc ainsi : on aura toujours besoin d'argent pour vivre, le tout est de savoir s'il faut vivre pour l'argent. Je crois que nous étions en très grande majorité à avoir fait le choix de la première affirmation ce soir-là.

Cette affirmation implique néanmoins que nous ayons pu être en mesure de faire ce choix donc que nous ayons eu d'abord les moyens économiques et enfin la liberté d'action et de réflexion qui nous amène à nous positionner politiquement... ET il s'agit AVANT TOUT que ces possibilités perdurent et s'étendent au plus grand nombre encore et encore... jusqu'à la planète entière !!!

C'est ce point essentiel que je vais confronter à ce que j'ai entendu ce soir là.

a-t-il mené les réflexions aptes à le relégitimer ? Où a-t-il montré sa capacité d'adaptation au monde actuel ?

Les jeunes eux, ils n'y croient plus du tout et quand bien même, une partie de la génération européenne des 18-35 ans est celle des « mille-euroistes » et de la précarisation, elle essaie plutôt de se battre comme elle peut pour qu'on lui laisse encore la possibilité de choisir, alors qu'elle est en train de perdre la stabilité de son statut économique et donc sa disponibilité à assumer et à maintenir notre engagement politique futur. L'autre partie est celle qui a peur et qui a baissé les bras.

Devinette : Je me souviens en 2001, travaillant comme téléopératrice au service client téléphonique de SFR, 1 200 jeunes de tous horizons avec pour qualification du bac au DESS, moyenne d'âge 26 ans. Que faisaient-ils un mois avant les présidentielles alors que Le

arrête de nous prendre pour des passifs destinés à subir.

Les débats sont faussés par une presse manipulée et manipulatrice, l'opinion n'a jamais été aussi galvaudée. Tout est fait et organisé pour maintenir les gens dans la confusion et la peur.

Face à l'ignorance et au dépassement des Français dans les affaires européennes, qui se sont traduits lors du vote de la Constitution le 29 Mai (qui s'est du coup transformé en vote d'expression de défiance généralisée), ABSOLUMENT aucune émission télévisée, par exemple, n'a été faite depuis pour réduire le fossé qu'il y a entre les affaires européennes, qui semblent toujours l'apanage de savants dirigeants et les citoyens des états-membres. C'est à croire qu'on veut nous maintenir impuissant face à ce qui est en train de devenir un machin anti-démocratique. C'est à croire qu'on fait tout pour que les jeunes de SFR n'aient aucune autre alternative que de regarder le loft.

Décidément, il me semble de plus en plus urgent de repenser notre système politique actuel.

Je pourrais citer Machiavel et ses conseils au Prince mais c'est vers un sage que je me tournerai cette fois-ci, un sociologue qui n'attribue carrément aucun crédit à l'Etat :

« L'histoire des sociétés a été commandée par un non-social, l'Etat. C'est là ce qu'il faut éliminer : l'Etat producteur et la société reproductrice. La domination de l'homme, je la crois de nature non sociale mais étatique. Comment rendre dès lors, la société productrice d'elle-même, autogérée ? »

A. Touraine.

Cécile

1) La Chorale des Lendemains cherche toujours accordéoniste bénévole pour accompagner chants de lutte.

2) L'avenir que nous souhaitons se construit aussi avec de la mémoire et des idées neuves.

C'est pourquoi Ballon Rouge veut ouvrir dans ses pages une rubrique :

ARCHIVES ET LABO.

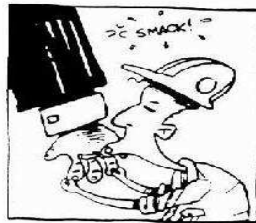
Pour alimenter cette rubrique :

nous faisons appel à tous les documents plus ou moins anciens issus de votre pratique militante, ou de celle de vos parents ou grands-parents. Si, par exemple, votre grand-mère était dans les manifs de 1995, votre fils dans les grèves de 1936, ils ont dû en garder un tract ou deux. Faites-nous passer les photocopies.

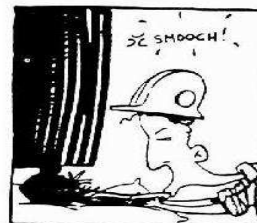
Nous faisons également appel à toutes les idées neuves, toutes les utopies.

Rappelez-vous : dans les années 1780, le bonheur était une idée neuve en Europe.

LE CPE OU COMMENT GARDER SON JOB EN TROIS LECONS...



JOUR 1



JOUR 2



JOUR 3

Quelle organisation pour la Mondialisation ?

Après « Le Capitalisme survivra-t-il à la Mondialisation ? », le retour.

En réalité Capitalisme et Mondialisation se sont alliés, la mondialisation est incontestable (mais on lui préférerait l'Internationale), il faut une organisation.

Cette organisation ne peut être celle de la trinité OMC – FMI- Banque Mondiale, elle ne peut être une institution du capitalisme.

Bilatéralisme et multilatéralisme

Aujourd'hui la multiplication des traités commerciaux bilatéraux répond aux échecs du multilatéralisme plus apte à l'action collective, à la coopération et à la solidarité entre Etats.

Mais l'OMC est bien une organisation multilatérale, à vocation totale puisque le champ du commerce n'épargne ni la santé ni la culture...

En outre l'Organe de Règlement des Différents acquiert une réelle efficacité tandis que l'obligation de mise en conformité avec les accords OMC peut s'appliquer à

toute mesure et aux accords internationaux bilatéraux.

La contradiction est donc bien un niveau de coopération supérieur en cas de bilatéralisme et un système multilatéral où la (mauvaise) organisation (OMC) a chassé la (bonne) organisation (ONU).

Pour une organisation multilatérale internationale

Les armes de destruction massive que sont la faim et la dette (J. Ziegler), l'énergie, la pollution, l'eau, les questions de croissance/décroissance, les choix de développement partagés ...constituent autant de domaines qu'une organisation internationale doit démocratiquement débattre pour agir avec les Pays.

La question de la démocratie est bien sûr à préciser notamment sur le plan des relations internationales (un pays peut-il être démocratique « à l'intérieur » et se comporter comme un voyou à l'extérieur ? L'ingérence au nom de la démocratie et des droits de l'homme est elle acceptable ?).

La question institutionnelle et les formes de relations égales entre les Etats sont également

à traiter pour cette Organisation Multilatérale Internationale.

Didier Hauteville

Samedi 29, 15h30: Les policiers solidaires bovinisés les ruses de Doulos. Les grands de ce monde sont protégés des cas de loi ruse... Un camionneur prévoyant et pressé se pette l'échelle avec lui...



Carton rouge à la patrie des droits de l'homme !

On ressent un léger malaise lorsque la France (1) « nation politique par excellence » se fait tirer les oreilles par les bureaucrates de Bruxelles. Après avoir été condamnée par la (2) Cour de Justice européenne et (3) mise en demeure par la Commission européenne, d'arrêter le massacre de l'étang de Berre, c'est maintenant notre modèle social qui vient d'être écorné par (4) Monsieur Gil-Robles, commissaire européen aux droits de l'homme.

Les grands médias ont relayé très mollement cette information, en s'en tenant aux injonctions concernant la rénovation urgente des prisons. Mais les propos du commissaire vont beaucoup plus loin :

substituent progressivement aux systèmes de régulation sociale qui s'étaient mis en place sous d'autres rapports de force.

Le modèle social à la française a du plomb dans l'aile : ce ne sont pas les taulards qui me contrediront, ni les jeunes que l'on enferme dans la précarité et l'horizon minéral des cités de la pauvreté, ni les travailleurs étrangers véritables esclaves des temps modernes que l'on exploite dans les serres de la Crau et sur les chantiers de notre modernité, que l'on tue à Ceuta et Melilla, ni les milliers de travailleurs jetés à la rue que l'on affuble du triste label de SDF...

Les luttes à mener au niveau européen ne sont pas de nature différente de celles que

Tout le monde sait en effet qu'en France l'art ne peut pas être une marchandise, la France est une nation d'artistes et de mécènes (traduisez « d'intermittents et de capitalistes »)... Nos œuvres sont forcément universelles, nos films, nos chansons, nos romans... Asterix n'est pas une marchandise, « les bronzés » non plus ! Tant pis si nous n'avons pas été capables de produire une seule œuvre sur les méfaits de notre action « civilisatrice » outre mer.

Le contenu même de nos assiettes pourrait figurer dans n'importe quel musée américain : le Roquefort n'est pas une marchandise, Moët et Chandon non plus ! Tant pis si notre industrie agro-alimentaire est une des plus prédatrices du monde.



Il dénonce effectivement l'état lamentable des installations pénitentiaires, mais aussi les centres de rétention des étrangers « catastrophiques et indignes de la France (...) Sauf peut-être en Moldavie, je n'ai vu de centre pire ». Il pointe la politique répressive à travers « le sentiment d'impunité qui semble dominer chez les policiers », le manque criant de moyens de l'appareil judiciaire, l'insuffisance des droits de la défense, l'emprisonnement des enfants, les objectifs de Sarkozy en ce qui concerne les reconduites à la frontière des étrangers, la prolifération des textes de loi « dans une dimension telle que les professionnels du droit n'arrivent plus à suivre », le décalage, en matière de droits de l'homme, entre le discours et les pratiques de nos politiciens nationaux... bref, il dénonce les effets de **la pénalisation de la pauvreté, qui marque l'évolution la plus significative de notre fameux modèle social au cours de ces vingt dernières années.** Il s'offre même le luxe d'égratigner l'hypocrisie du discours sur les services publics. Au paragraphe 99 du chapitre 4 sur le système pénitentiaire, à propos des profits honteux que fait l'administration sur le dos des détenus « je ne pense pas que le but du secteur pénitentiaire est de gagner de l'argent, ni de devenir rentable. Il s'agit avant tout d'une mission de service public. ».

Le capitalisme, dans sa course aux profits, aggrave sans cesse les conditions d'exploitation des travailleurs. La compétition généralisée qu'il impose implique un accroissement de la pauvreté, de la précarisation et de la relégation. La répression et l'enfermement se

nous devons mener au niveau national. On doit s'interroger sur la pertinence du schéma manichéen qui fait de l'Europe l'ogre absolu dévoreur des acquis sociaux, environnementaux, culturels et politiques de notre douce France. En utilisant les instances européennes comme bouc émissaire, on absout à bon compte les politiciens nationaux qui d'une part participent à l'élaboration des politiques européennes et d'autre part se rendent responsables d'une incroyable casse sociale pour les intérêts du grand patronat... tout en jetant l'anathème sur Bruxelles pour détourner notre attention!

La ronde des peuples élus

Ces interventions de la commission européenne devraient nous faire réfléchir sur l'espace actuel de nos luttes, et sur l'état réel de nos « modèles » français. J'éprouve quelque nausée à subir les discours à la gloire des peuples élus. Il est pourtant un mythe qui a la peau dure y compris parmi la gauche franchouillarde : c'est celui du destin exceptionnel du peuple français. Tout est bon pour glorifier les prétendues spécificités qui font de la France une nation d'exception, et donc des Français, des êtres exceptionnels. N'ont-ils pas inventé les droits de l'homme, la démocratie, la république, la laïcité, la résistance à l'oppression... et peut-être même le feu, la roue et le fil à couper le beurre... Quant au génie français : tant d'inventeurs, d'auteurs, de musiciens, de footballeurs, d'hommes d'Etat, d'empereurs... et de guignols de l'info...

Quant aux services publics et au modèle social, voici les belles exceptions qui pourraient faire de notre pays le fleuron d'une modernisation à visage humain. Mais de quoi parle-t-on ? De ce à quoi nos anciens ont rêvé ? De nos souvenirs des prétendues « 30 glorieuses » ? ou

de la réalité actuelle ?

Devrait-on considérer que le grand projet sur lequel nous pourrions remobiliser les foules esclaves, précarisées et reléguées repose sur l'espoir de récupérer, dans le doux cocon d'une entité française, les quelques miettes d'un capitalisme triomphant ?

Il importe de résister et de défendre bec et ongles les acquis sociaux pour lesquels nos parents ont durement combattu. Mais on ne peut se résigner à concevoir un avenir qui serait prisonnier des modèles du siècle dernier, enfermés dans une logique hexagonale et déjà largement ruinés par des gouvernements à la solde des intérêts capitalistes.

Jean Paul Mignon

(1) Cf édito d'Ignacio Ramonet dans le Monde Diplo de juin 2005.

(2) Arrêt de la Cour de justice des communautés européennes du 7 octobre 2004

(3) La Commission européenne a mis en demeure, le 13 décembre, la France de faire cesser la pollution générée par EDF dans l'étang de Berre.

(4) Rapport du 15/02/2006 de Mr Alvaro Gil-Robles, commissaire aux droits de l'homme sur le respect effectif des droits de l'homme en France, suite à sa visite du 5 au 21/09/2005

Palestine : après la victoire du Hamas

Résumé de l'intervention à Ballon Rouge

La victoire électorale du Hamas est avant tout le résultat de la stratégie israélienne. Les Palestiniens ont accepté en 1988 de reconnaître Israël et de ne revendiquer qu'un Etat sur l'ensemble des territoires occupés en 1967. Oslo aurait dû aboutir à cet Etat. Mais les Palestiniens n'ont jamais eu de partenaire pour la paix. Dès le début du « processus de paix », la colonisation s'est accentuée. Après le déclenchement de la deuxième Intifada, la destruction systématique de la société palestinienne a été entreprise : assassinats ciblés, étranglement économique, destructions massives, terres et ressources naturelles confisquées, territoire bouclé, humiliations quotidiennes sur les barrages, construction du mur, annexion rampante, arrestations massives. À terme, ce qui se profile c'est l'annexion définitive de Jérusalem et de la moitié de la Cisjordanie avec un « Etat palestinien » réduit à un bantoustan.

Le vote qui vient d'avoir lieu est un vote de protestation et de résistance. C'est le seul moyen qu'ont trouvé les Palestiniens de donner un coup d'arrêt à leur marginalisation progressive et à l'arrogance d'un occupant qui ne fait aucune concession et qui exige toujours que l'occupé garantisse la sécurité de l'occupant. L'ampleur du succès du Hamas a été accentuée par les divisions du

Fatah et par le manque de crédibilité de la gauche laïque. Il marque la fin définitive d'Oslo.

Il s'agit aussi d'une victoire « posthume » de Sharon. Les Israéliens qui ont favorisé la montée du courant islamiste ont eu en face d'eux des Palestiniens laïques, ouverts, connaissant la psychologie israélienne. Ils ont tout fait pour les affaiblir et les décrédibiliser.

La majorité des électeurs du Hamas n'a pas voté pour la république islamique. Ils ont voté pour la fin de l'occupation. La Palestine n'est pas indépendante, le Hamas n'est pas en mesure d'appliquer le programme contenu dans sa charte. Il n'en demeure pas moins qu'une partie de ce programme est dangereuse pour les femmes, les laïques, pour les libertés.

L'attitude de la communauté internationale qui envisage des sanctions contre les Palestiniens, accusés d'avoir mal voté est scandaleuse.

Exiger du Hamas qu'il reconnaisse Israël quand Israël n'a jamais reconnu la Palestine et l'illégitimité des conquêtes de 1967 est scandaleux. Plus que jamais, il faut

amplifier notre solidarité avec le peuple palestinien et exiger la fin de l'occupation.

Pierre Stambul



Traité établissant une Constitution pour l'Europe : LE RETOUR

Le 19 janvier 2006 le Parlement européen a adopté une résolution établissant une stratégie de communication et d'action visant à faire entrer en vigueur, dès 2009, le Traité que les référendums français du 29 mai 2005 et néerlandais du 1^{er} juin 2005 ont pourtant rendu caduc. Morceaux choisis :

« Le Parlement européen [...]

16. reconnaît qu'il est important d'un point de vue stratégique pour les institutions politiques d'encourager les médias, en particulier la télévision, la presse et les radios locales, à adopter une attitude constructive, en les mobilisant pour donner au débat la publicité et l'intensité nécessaires;

29. considère que le maintien du texte actuel constituerait un résultat positif de la période de réflexion, mais que cela ne sera possible qu'à la condition de prévoir également des mesures significatives visant à rassurer et convaincre l'opinion publique;

35. demande qu'en tout état de cause, tous les efforts soient accomplis pour garantir que la Constitution entrera en vigueur en 2009; »



L'UMP et l'UDF, confortées certainement par le soutien populaire apporté à leur orientation lors du référendum du 29 mai, ont voté cette résolution, les Verts et les socialistes se sont courageusement abstenus (Rocard, trois autres socialistes et Liptetz votant pour). Les députés communistes s'y sont opposés. Quand on vous dit que la France et l'Europe sont des modèles de démocratie...

Michel Bonnard

<http://www.europarl.eu.int/omk/sipade3?TYPE-DOC=TA&REF=P6-TA-2006-0021&MODE=SIP&L=FR&LSTDOC=N>

Jamais contents les actionnaires !

Total : 12 Mds €, + 22 %
BNP-Paribas : 5,8 Mds €, + 25 %

Pourtant, Total perd 2,3 % et BNP 3 % à la bourse à l'annonce de ces bénéfices pour 2005

car ce n'est pas assez pour eux !

